

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 20 SEP. 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUARTZ ET MINÉRAUX

Carrière de Kergouhine
29300 Arzano

Références : ENV-D-23. 0386

Code AIOT : 0005502667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement QUARTZ ET MINÉRAUX implanté Coasvout 29410 Saint-Thégonnec Loc-Eguiner. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection, visée en objet du présent rapport, s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUARTZ ET MINÉRAUX
- Coasvout 29410 Saint-Thégonnec Loc-Eguiner
- Code AIOT : 0005502667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Quartz et Minéraux exploite une carrière et ses installations de traitement autorisées par arrêté préfectoral du 6 juillet 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- affichage,
- plan de gestion des déchets d'extraction,
- clôture,
- poussières,
- bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Mesures de retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate un nombre important de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 22
Thème(s) : Situation administrative, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La présente autorisation, délivrée en application du Code de l'Environnement ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur. Elle cessera de produire effet si l'établissement reste inexploité pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. Passé ce délai, la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.
Constats : L'exploitant a fourni une facture montrant qu'un tir de mine a été réalisé le 12 juin 2023. L'inspection des installations classées constate que la carrière est bien exploitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité,• la référence de l'autorisation,• l'objet des travaux,• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : L'inspection des installations classées constate la présence d'un panneau qui précise l'identité de l'entreprise, la référence de l'autorisation et que le dossier est consultable en mairie. L'inspection des installations classées constate que ce panneau est de petite taille, perdu dans la végétation et peu visible. Il ne permet pas de répondre aux objectifs de signalement d'un danger. Il ne comporte pas les informations relatives à l'objet des travaux et l'adresse de la mairie. Ce panneau est présent sur une seule entrée alors qu'il existe plusieurs accès le long du chemin longeant le site. L'inspection des installations classées constate que les panneaux prescrits ne sont pas mis en place à chaque accès aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2018.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de plan de gestion des déchets d'extraction, alors qu'il était tenu d'en établir un au plus tard le 1^{er} juillet 2018. Il a montré sur place plusieurs monticules de stériles.</p> <p>L'exploitant n'est pas non plus en mesure de justifier que les conditions d'entreposage des stériles préviennent les risques d'atteinte à l'environnement alors que ces dernières sont susceptibles de concentrer plusieurs substances polluantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace ou tout dispositif équivalent. Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes, solides et efficaces.
Constats : L'exploitant indique que suite à l'inspection réalisée le 1 ^{er} juin 2016, il a rajouté une barrière pour empêcher l'accès à la parcelle section A n° 85. L'inspection des installations classées constate la présence de plusieurs barrières répondant à l'objectif. L'accès reste toutefois possible dans la fosse d'extraction par le chemin longeant le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mesures de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: (...) Des mesures de retombées de poussières sont effectuées une fois tous les cinq ans en deux points à proximité des habitations situées sous les vents dominants. (...)
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de mesures de retombées de poussières, alors que les retombées peuvent affecter les habitations voisines, la plus proche étant localisée à environ 130 mètres du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: (...) Il est procédé une fois tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de contrôle des niveaux sonores. Il a rappelé qu'il n'a pas commercialisé de matériaux depuis 2020. L'activité d'extraction est fortement réduite. L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de plainte relative aux nuisances sonores déposée par un riverain, alors que l'habitation la plus proche est localisée à environ 130 mètres du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

